

Fédération des Centres sociaux
et Socioculturels de France
& Réseau national des centres de
ressources politique de la ville

SYNTHÈSE

Paroles d'habitants et habitantes
de quartiers populaires

6^e rapport national
Septembre 2023



EN

« On ne veut plus rêver.
On veut vraiment
trouver des solutions. »

GA

GÉ·ES!

↓ Chaoué-Perrières, Allonnes (72)



2

← Croix Rouge, Reims (51)



↓ Champs de course, Le Bouscat (33)





Sommaire & Introduction

Sommaire

3	Un sixième rapport centré sur les engagements	6	Problèmes des jeunes, jeunes à problèmes
4	Les 19 centres sociaux engagés dans l'édition 2023	8	Face à la résignation, comment mobiliser ?
5	Vivre dans son quartier avec les autres	11	Des « paroles d'habitant-es » aux actes

Un sixième rapport centré sur les engagements

3

Depuis 2011, la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France (FCSF) et le Réseau national des centres de ressources politique de la ville (RNCR-PV) publient tous les deux ans un rapport intitulé « Paroles d'habitant-es des quartiers populaires ».

Ces rapports s'appuient sur la collecte de paroles d'habitant-es des quartiers populaires, à travers des rencontres organisées dans des centres sociaux de toute la France. Ils portent des ambitions fortes :

- » Faire entendre la voix des habitant-es des quartiers et les positionner comme co-constructeur-ices de politiques adaptées à leurs besoins.
- » Interpeller les pouvoirs publics sur les situations vécues dans les quartiers et les inciter à les prendre en compte dans l'élaboration de leurs politiques.
- » Promouvoir le dialogue entre les élu-es, les décideur-ses publi-ques, les professionnel-le-s et les habitant-es.

La sixième édition de ce rapport est le fruit d'une démarche engagée en février 2022 et s'appuie sur la mobilisation de 19 centres sociaux. Chacun a organisé en moyenne deux rencontres, une en été et une seconde en hiver. Au total, la parole de 230 habitant-es a été recueillie.

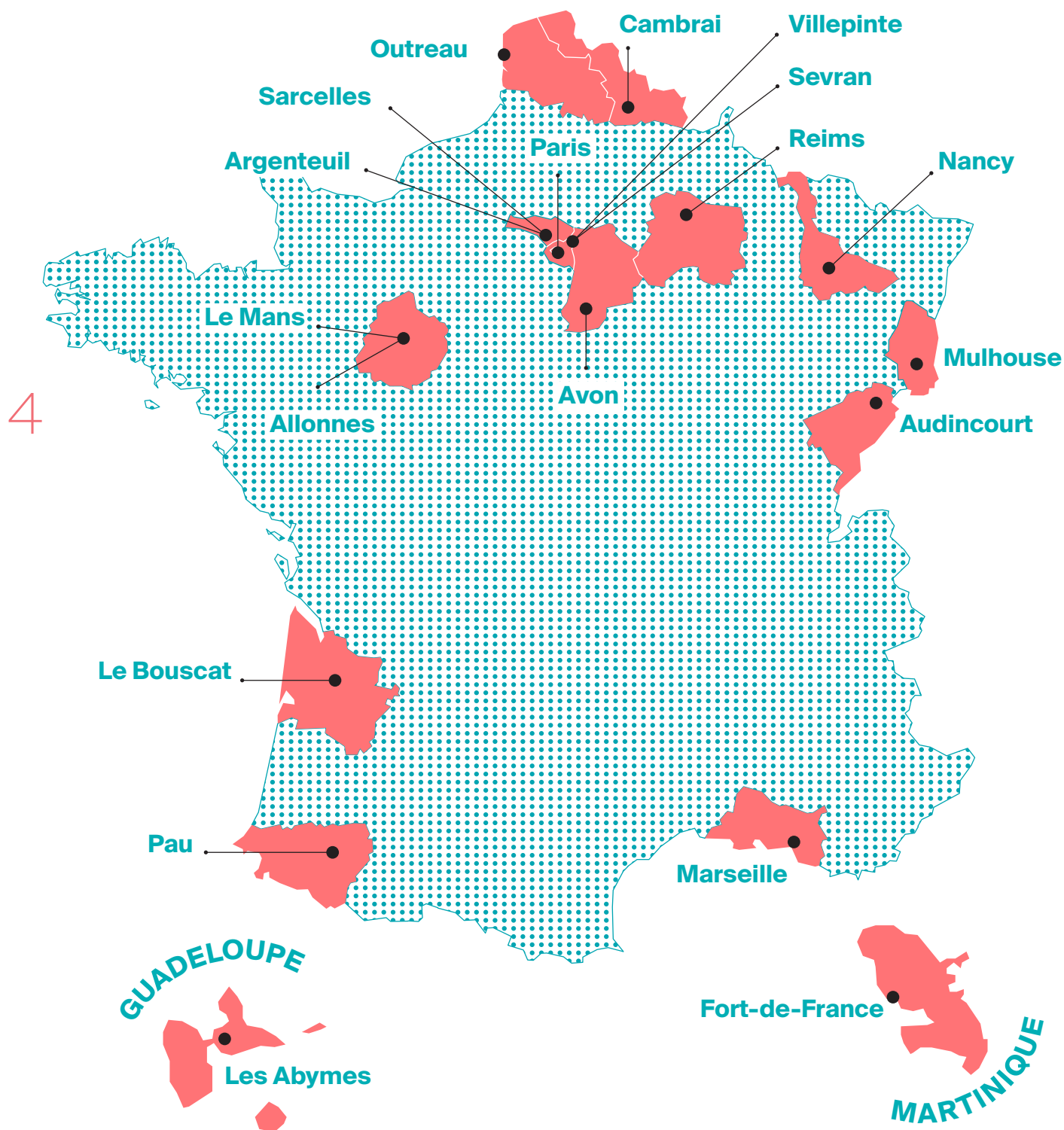
Afin de co-construire la dynamique de ce rapport,

une rencontre nationale a été organisée en cours d'année 2022 avec l'ensemble des centres sociaux et des habitant-es volontaires mobilisé-es dans la démarche. L'objectif de cette journée était d'associer les habitant-es à l'analyse de leurs paroles collectives afin de dégager les grands thèmes du rapport.

Ces dernier-ères ont évoqué notamment la paupérisation de leurs quartiers, la disparition de services, des problèmes d'isolation dans leurs appartements. Ils ont ainsi fait état de constats qui se répètent d'une édition à l'autre sur les questions de logement, de cadre de vie et de manque de perspectives pour les jeunes. Ils et elles ont aussi fait part d'engagements, nombreux et parfois invisibilisés, pour faire changer les choses. Face aux difficultés qu'ils et elles rencontrent, les habitant-es des quartiers populaires s'inscrivent dans des dynamiques collectives d'entraide, de solidarité. Face à la résignation, face au constat d'une société individualiste, face à la réalité de pouvoirs publics parfois sourds à leurs revendications, les habitant-es se mobilisent, agissent pour leur logement, pour leur quartier, pour eux et pour les autres, bref pour une vie meilleure. Des paroles aux actes, ils et elles mettent en action un souhait de justice sociale et d'égalité : que leur parole et leur vie comptent autant que celles des résident-es d'autres territoires.



Les 19 centres sociaux engagés



Vivre dans son quartier avec les autres

Cela fait douze ans que le rapport « Paroles d'habitant-es des quartiers populaires » dresse des constats sur la vie quotidienne dans les quartiers populaires, et la question du logement et du cadre de vie y apparaît toujours comme une priorité dans les paroles recueillies. Cette édition ne fait pas exception. D'un territoire à l'autre, les difficultés sont nombreuses et certaines situations indignes de logement sont encore pointées du doigt (insalubrité, mauvaise isolation). Ces situations posent particulièrement problème dans un contexte de hausse des coûts de l'énergie mais aussi d'épisodes de canicule de plus en plus récurrents. Face à ces constats, la hausse des charges est vécue comme une injustice.

Deux phases d'un programme national de rénovation urbaine ont été enclenchées, en 2004 puis en 2014, pour améliorer la situation dans certains quartiers dits "prioritaires". Il y a eu des changements en termes de rénovation de bâtiments, de reconstruction de quartiers délabrés, de redéfinition de l'espace public et d'offre de transports. Pourtant, la situation stagne ou empire dans beaucoup de quartiers. Les habitant-es déplorent que les démarches soient des "caches-misère" concentrées uniquement sur le bâti : comme un « pansement sur une jambe de bois » sans action en profondeur sur tout ce qui permettrait d'améliorer les conditions de vie et les trajectoires des habitant-es : l'école, le monde du travail, les loisirs... En termes de concertation, qui était une ambition forte de ce second programme, les habitant-es témoignent du sentiment de ne pas être réellement écouté-es. Pour certain-es, la démocratie participative reste du domaine de l'inconnu, comme l'explique ce jeune sevranaï : « si on demande autour de nous, 70% des habitants ne savent pas qu'il y a une concertation pour eux. Il faudrait penser à aller vers eux, faire du porte à porte... ».

« Si on demande autour de nous, 70% des habitants ne savent pas qu'il y a une concertation pour eux. Il faudrait penser à aller vers eux, faire du porte à porte... »
— Un jeune sevranaï —

Dès lors, les habitant-es se mobilisent pour défendre des conditions de vie dignes. Ils se tournent vers leurs bailleurs pour agir sur leurs problématiques de logement ou encore pour demander des comptes à propos de leurs charges. Pour avoir un impact plus fort,

certain-es se tournent vers l'action collective, notamment via la création d'amicales de locataires qui ont permis, à Sevrans ou Villepinte par exemple, d'obtenir des résultats. Celles-ci restent encore peu connues. Outre le logement, le cadre de vie des quartiers est longuement discuté. La dégradation des espaces publics et la disparition de certains services, notamment de santé, font l'objet de revendications. Sont évoqués, dans certains cas, l'absence d'espaces verts ou encore l'accumulation de déchets non ramassés. La paupérisation des quartiers et l'absence de mixité so-

« Dans un village il y a une place, un café, des lieux pour se rencontrer. Là, il n'y a plus rien. »
— Un habitant de Mulhouse —

ciale, enfin, reviennent couramment dans les discussions. Pour résumer, les participant-es expriment le sentiment d'abandon de certains quartiers, qu'ils interprètent comme une injustice à l'égard d'autres territoires mieux lotis. Pour pallier cette situation, elles et ils mettent en place de nombreuses activités et actions de solidarité, comme des maraudes, fêtes de quartiers, ou encore barbecues. De manière plus revendicative, à travers des espaces comme les tables de quartier, les habitant-es parviennent également à obtenir des résultats en matière de transports, de services, d'espaces publics.

Malgré l'ensemble de ces constats, les habitant-es ont un rapport ambivalent à leur quartier qui symbolise à la fois un lieu de fierté concentrant solidarité et convivialité, mais également, un lieu qui se dégrade, en cumulant des problèmes non pris en charge par l'action publique. Ainsi, alors que les habitant-es parlent facilement de leur quartier comme d'un « village » pour valoriser les formes de convivialité qui existent, un habitant de Mulhouse évoque le manque de lieux qui permettent de vivre réellement ensemble : « Dans un village il y a une place, un café, des lieux pour se rencontrer. Là, il n'y a plus rien. ». L'envie de défendre le quartier face à l'image médiatique et politique qui peut en être faite et l'envie de partir se retrouvent dans les discussions, parfois exprimées par les mêmes personnes. Séverine, habitante du 18^e arrondissement de Paris, revient sur ces deux aspects : « Pour résumer : d'un côté, on est fiers, mais de l'autre, on ne s' imagine pas forcément être encore là dans cinq ans ».

Problèmes des jeunes, jeunes à problèmes

6

La situation des «jeunes» est également un facteur de préoccupation central dans les propos exprimés par les habitant-es. Leur âge n'est jamais clairement défini, ils et elles sont cette génération qui cumule des difficultés économiques, scolaires, professionnelles et diverses formes de stigmatisation. Cela constitue un contexte particulièrement violent pour les jeunes qui grandissent dans les quartiers populaires.

«On en a marre. Dans la tête des gens, c'est toujours nous qui cassons tout, qui faisons ci, qui faisons ça. Le bordel, c'est nous».

Des constats sont posés : le manque de perspectives qui s'offrent à eux et elles, le décrochage scolaire, le désœuvrement; et, en face, la présence des trafics qui semblent leur offrir des solutions à court terme mais dont ils sont aussi les premières victimes. Des participant-es évoquent ainsi les trajectoires de certain-es vers la délinquance et des comportements à risque.

Pour les habitant-es, l'avenir des jeunes est l'affaire de tous. Le rôle des parents est sujet à débat. Certain-es pointent du doigt le manque de responsabilité ou d'autorité. D'autres défendent l'idée que ce serait faire porter un poids bien trop lourd sur les épaules de parents parfois débordés que de les tenir pour seuls responsables du parcours de leurs enfants. C'est tout l'environnement de ces jeunes qui a un rôle à jouer, qu'il s'agisse des professeur-es, des éducateur-ices, des associations, de la famille proche ou éloignée, des ami-es ou encore des voisin-es. Les institutions en contact avec ces jeunes sont critiquées, que ce soit le monde de l'école, des loisirs, du travail. Elles sont vues comme étant au cœur d'une société qui, génération après génération, pousse une partie de sa jeunesse vers l'échec.

**«On en a marre. Dans la tête des gens,
c'est toujours nous qui cassons tout,
qui faisons ci, qui faisons ça.
Le bordel, c'est nous »**

— Un jeune de quartier populaire —

Pour rompre avec ce sentiment de fatalité, certain-es s'organisent, avec au premier rang les mères, au sein et en dehors de l'école. Les jeunes eux-mêmes se mobilisent, notamment pour trouver des espaces pour se voir, échanger, et agir ensemble.

«Améliorer l'école, ça passe par plus de personnel. Pour ça on a fait plein de choses, on a envoyé des courriers, on est en train de monter une pétition», explique une déléguée de parents d'élèves à Marseille.

Des dizaines de jeunes sont venus raconter, pendant ces rencontres, leur vécu de leur quartier et leurs multiples engagements. Cette énergie se concrétise dans des envies d'agir et des manières de faire plus spontanées, moins cadrées, mais certainement pas moins altruistes, solidaires, et politiques. À Paris, pour les élections municipales de 2020, un groupe de jeunes femmes a ainsi fait venir tous les candidats pour leur présenter une liste de propositions: «ça s'appelait 18 propositions pour le 18^e arrondissement. Elles ont tout organisé elles-mêmes, j'étais scotchée», raconte une habitante à Paris.

**«Améliorer l'école, ça passe par
plus de personnel. Pour ça on a fait plein
de choses, on a envoyé des courriers,
on est en train de monter une pétition »**

— Une déléguée de parents d'élèves de Marseille —

Fabrice, à Mulhouse, résume la situation des jeunes de son quartier avec l'image d'une allumette: «Pour les habitants du quartier, et surtout pour les jeunes, il y a un feu qui brûle. Cette flamme est à la fois positive et négative. Le négatif c'est qu'on arrive plus à cadrer ces jeunes, des fois c'est un peu eux qui font la loi. Le positif, c'est que cette énergie de la jeunesse, ça peut créer de belles choses. Ce feu existe. C'est à nous de le faire vivre de manière positive».



↑ Haut Dillon, Fort de France (972)



↓ Grand Canet, Marseille (13)



↑ Les Fougères, Avon (77)



↑ Les Sablons, Le Mans (72)



↑ Porte de Montmartre, Paris (75)

↑ Tour du renard, Outreau (62)

Face à la résignation, comment mobiliser ?

Les récits médiatiques et politiques de l'engagement dans les quartiers populaires dressent un tableau sombre : la crise démocratique touche particulièrement les classes populaires, qui se sentent mal représentées et votent peu aux élections locales et nationales. Il semblerait que nous vivions dans une période de résignation, où les premier-es concerné-es s'engagent peu, et peut être aujourd'hui moins qu'avant. Cette édition du rapport permet de mettre en perspective ces constats, en donnant à voir les conditions des engagements d'habitant-es de quartiers populaires.

En premier lieu, ceux et celles-ci évoquent le sentiment de ne pas être entendu-es, comme le résume cette habitante qui estime que «notre parole ne compte pas». Et ce, malgré les campagnes électorales et autres réunions publiques, malgré les outils de démocratie participative mis en place. La déception de celles et ceux qui y ont cru n'en est que plus forte, comme l'indique cette parisienne : «Pendant la campagne, il y a eu une belle dynamique. Mais après tout est redescendu. C'est aussi pour ça que les gens sont en colère et ne croient plus en la politique.» L'amertume prend alors le pas, ce qui freine les envies d'agir, comme l'indique ce jeune sevranaise : «On a peur de la défaite, parce qu'on sait ce qu'on va nous dire : "il n'y a pas les moyens"».

En second lieu, le rapport témoigne des efforts déployés par les habitant-es pour dépasser cette résignation. Les nombreuses paroles recueillies à l'occa-

« Il y a une telle misère que moi, à ma petite échelle, je n'ai pas les leviers. Donc la question de l'engagement, elle est difficile quand on se sent impuissants. »

— Une habitante de Paris —

sion de cette édition montrent l'importance de la vie collective, les multiples engagements quotidiens et mobilisations. Fêtes de quartier, négociations avec les bailleurs, rassemblements de parents d'élèves, maraudes solidaires organisées par les jeunes... toutes ces actions s'ajoutent aux espaces plus connus et reconnus que sont les dispositifs participatifs et les mobilisations associatives, syndicales ou partisans. Elles reposent plus souvent sur des formes de spontanéité et d'informalité et sont d'autant plus volatiles.

Ces mobilisations soulèvent la question de leur capacité à mobiliser dans la durée. Pour toucher un large public, les participant-es rappellent l'importance de la convivialité et de l'instauration d'un climat de confiance et d'ouverture. Ils et elles évoquent la nécessité de sortir des groupes, des lieux et des horaires habituels pour éviter l'entre-soi et aller vers de nouvelles personnes. De nombreux collectifs re-

« Les échanges intergénérationnels, le transfert d'histoire, c'est ça qui crée un continuum dans le quartier. »

— Un habitant de Sarcelles —

posent sur des bénévoles qui sont aujourd'hui âgé-es, la transmission inter-générationnelle est donc logiquement présentée comme primordiale : les victoires obtenues par les ancien-nés sont autant de moteurs pour les actions à venir, comme lorsque cette habitante de Villepinte est venue raconter les luttes menées dans son amicale de locataires, donnant envie aux participant-es d'en créer une à leur tour.

« Les échanges intergénérationnels, le transfert d'histoire, c'est ça qui crée un continuum dans le quartier. », explique un habitant de Sarcelles.

Outre la mobilisation, les participant-es évoquent les manières de parvenir à se faire entendre par les pouvoirs publics. Pour certain-es, il s'agit de mettre de côté les actions revendicatrices et à se centrer sur des mobilisations plus consensuelles comme des fêtes de quartier ou des actions de solidarité qui font leur preuves et sont mieux accueillies. Pour d'autres, au contraire, il est nécessaire d'assumer une forme de conflictualité propre au débat démocratique pour parvenir à faire bouger les choses en profondeur. Pour cela, ils et elles souhaitent être mieux formé-es et accompagné-es. Les participant-es évoquent ainsi de nombreux organismes et associations qui accompagnent les collectifs dans leur structuration, leur organisation et leurs stratégies, à l'image des associations nationales de défense des locataires. Grâce à ces soutiens, les mobilisations ont plus de chances d'aboutir sur des victoires et des résultats positifs pour le territoire.

Des « paroles d'habitant-es » aux actes

Les habitant-es de quartiers populaires se mobilisent pour pouvoir vivre dans leurs quartiers avec les mêmes droits, les mêmes opportunités, les mêmes services et le même cadre de vie qu'ailleurs. Les actions présentées dans ce rapport peuvent se lire comme de véritables leçons de citoyenneté et comme des invitations à agir pour améliorer leur quotidien et leur cadre de vie.

Les modalités d'engagement évoluent dans les quartiers populaires pour trouver un nouveau souffle, une nouvelle efficacité. De nombreuses actions se développent à côté des organisations collectives pré-existantes, que ce soit des partis politiques, des syndicats ou des associations. Elles ne sont pas pour autant moins politiques. Comme l'indique le sociologue Jacques Ion, « le politique tend à se développer ailleurs que dans les lieux institués comme tels »¹.

Dès lors que l'on sort d'une vision fermée de l'engagement politique, qui serait bornée au vote et aux formes classiques de l'action collective comme les grèves et les manifestations, on observe une myriade d'expériences de mobilisations, de l'aide entre voisins aux interpellations de pouvoirs publics. Souvent passées sous silence derrière les mouvements plus organisés, elles sont pourtant le quotidien des quartiers populaires.

« Les gens ne voient pas nécessairement la solidarité quotidienne comme une forme d'engagement en soi », pose une animatrice.

« Les gens ne voient pas nécessairement la solidarité quotidienne comme une forme d'engagement en soi. »

— Une animatrice —

Ces engagements contemporains vont de pair avec l'envie de spontanéité, de convivialité et de solidarité. Ils visent des résultats ici et maintenant. Ils articulent le fond et la forme : la visée de transformation sociale est bien présente, mais elle se concrétise au présent et s'inscrit dans les pratiques quotidiennes. Les engagements sont solidement ancrés dans les parcours de vie individuels.

« On a fait des pétitions avec les habitants du quartier. Mais tout ça, ça s'est organisé comme ça, instinctivement, sur un bout de papier. » selon une habitante à Paris.

Pour bien prendre conscience de ces formes d'engagement où le fond se marie à la forme, notons pour finir la manière dont les rencontres organisées dans le cadre de ce rapport Paroles d'habitant-es ont été elles-mêmes en grande partie des lieux d'élaboration des futures mobilisations dans le quartier. Loin d'être uniquement des lieux d'expression des doléances ou des discussions abstraites autour de l' « engagement »

« On a fait des pétitions avec les habitants du quartier. Mais tout ça, ça s'est organisé comme ça, instinctivement, sur un bout de papier. »

— Une habitante de Paris —

et de la « mobilisation », ces rencontres ont été l'occasion de raconter les actions collectives passées, de passer le relais entre les générations, de donner envie de s'engager sur les problématiques actuelles. Une majorité des rencontres se sont ainsi conclues sur des invitations à se revoir pour travailler plus en détail tel enjeu : ici les charges locatives via la création d'une amicale de locataires, là les problématiques de voirie via la mise en place d'une pétition, ou encore le sujet du manque de moyens mis dans l'école du quartier et l'invitation adressée à la directrice de l'école et aux élu-es locaux pour se réunir et trouver des solutions. Faire adhérer le fond et la forme, agir ici et maintenant, c'est aussi penser la dynamique du rapport Paroles d'habitant-es comme un outil d'élaboration et d'accompagnement des mobilisations qui feront changer la situation dans les quartiers populaires.

In fine, ces engagements doivent être analysés pour ce qu'ils sont : des formes d'action collectives légitimes qui méritent d'être soutenues et accompagnées. Face à la résignation, il est urgent que les institutions reconnaissent ces mobilisations qui ressortent du terrain, au-delà des espaces participatifs qu'elles mettent en place dans lesquels les habitant-es ne se retrouvent pas nécessairement. Prendre conscience de la manière dont les habitant-es de quartiers populaires se mobilisent nous pousse à faire évoluer nos manières de penser l'engagement et la démocratie. Les habitant-es ne veulent plus seulement rêver un lendemain meilleur, mais, malgré le sentiment d'abandon, malgré la résignation qui pointe parfois, ils agissent pour le bâtir ici et maintenant, dans la fête comme dans la lutte.



↓ Montceuleux-Pont-Blanc, Sevrans (93)



← Saint Roch, Cambrai (59)

↓ Villepinte (93)



Depuis 2011, la Fédération des Centres sociaux et Socioculturels de France (FCSF) et le Réseau National des Centres de Ressources Politique de la Ville (RNCRPV) ont engagé une démarche de recueil de la parole d'habitant-es des quartiers populaires sur leurs conditions de vie dans les quartiers.

Ce sixième rapport rend compte de la démarche conduite en 2022 et 2023 auprès d'habitant-es de 19 quartiers populaires de France métropolitaine et d'Outre-mer qui, bien que relevant de contextes parfois très différents, mettent en lumière des problématiques partagées.

Il aborde une série d'enjeux dans la continuité des éditions précédentes, sur le mal logement, la diminution des services publics, les situations d'isolement ou encore le manque de perspectives pour les jeunes.

Face à des constats qui semblent se répéter, les habitant-es ne s'en tiennent pas à l'expression de doléances. Cette édition met en lumière leurs engagements pour agir concrètement sur leur situation et améliorer la vie dans leurs quartiers. Elle donne à voir un panorama large de mobilisations, de la solidarité quotidienne aux actions collectives, de l'entraide à l'interpellation des pouvoirs publics, des dispositifs participatifs aux collectifs informels. Elle montre ainsi la manière dont ces engagements se réinventent pour ne pas céder à la tentation de la résignation et du repli sur soi.

De la parole aux actes, les habitant-es de quartiers populaires font preuve d'une grande vitalité démocratique qui témoigne de leur aspiration à vivre dignement dans leur quartier. Ce rapport en appelle à une action publique à l'écoute de leurs propositions et revendications et à la hauteur de leurs engagements.

Vous pouvez retrouver le rapport complet ainsi que le podcast sur
www.centres-sociaux.fr

Réseau National des Centres de Ressources Politique de la Ville
www.reseau-crpv.fr



Avec le soutien de



AGENCE NATIONALE DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES

